

Date de convocation  
12/10/2021

COMMUNE DE SARRY

Date d'affichage  
12/10/2021

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 18 OCTOBRE 2021

Nombre de conseillers :  
19

Présents : 15

Votants : 18

N° 2021\_10\_01

OBJET :

Association  
foncière de  
remembrement -  
Renouvellement du  
Bureau  
-----

L'an deux mil vingt et un, le 18 Octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique à la salle des fêtes Michel LAURENT sous la présidence de Monsieur Hervé MAILLET, Maire.

Etaient présents :

M. Hervé MAILLET, Mme Sylvie REGNIER, M. François DOMMANGE, M. André LEBLANC, Mme Armelle MONTEL MARQUIS, Mme Sandrine ADNOT, , M. Laurent TAPIN, Mme Claude BERTHON, Mme Sylvie MATHIEU, M. Bertrand FLORES, , M. Antoine LEPAULMIER, Mme Marina HUBERT M. Steeve DANDELLOT, Mme Céline GUERSILLON, Mme Valérie LAMPSON, M. Jérémy MAUWARIN

Excusés : M. Eric WENNER, M. Bruno BREMONT, M. Antoine LEPAULMIER Mme Jeannine ANDRE

Pouvoirs : M. Eric WENNER à M. Laurent TAPIN - M. Bruno BREMONT à Mme Sandrine ADNOT, Mme Jeannine ANDRE à Mme Sylvie REGNIER

Secrétaire de séance : Steeve DANDELLOT

Le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de procéder au renouvellement du bureau de l'Association Foncière.

Pour : 18

Contre : -

Abstention : -

Conformément à l'article 10 des statuts, le nombre des membres du bureau susceptible d'assurer la meilleure représentation des intérêts en présence est de 10 membres (non compris les membres de droit à savoir, le Maire, le représentant du Directeur Départemental des Territoires (DDT), ainsi que le ou les maires des communes sur lesquelles ont été réalisées des extensions du remembrement).

Les propriétaires dans le périmètre remembré, figurant sur la moitié de cette liste sont proposés à la désignation de la Chambre d'Agriculture, à savoir :

|     |                   |                                      |
|-----|-------------------|--------------------------------------|
| MM. | Cyrille RENAULT   | la drouillerie 51520 Sarry           |
|     | Nicolas QUILLERE  | 1 ruelle des lilas 51520 Sarry       |
|     | Olivier PAVAUX    | 42 grande rue 51470 Moncetz Longevas |
|     | Alain VOISIN      | 8 rue des Bleuets 51520 Sarry        |
|     | François DOMMANGE | 2 route de Sogny 51520 SARRY         |

Pour sa part, le Conseil Municipal désigne en qualité de membres de l'Association du bureau de l'Association foncière, les propriétaires dans le périmètre remembré, figurant sur l'autre moitié de cette liste, à savoir :

MM. Didier COSSUS 6 rue de Nuisement 51240 Ecury s/ Coole  
Hervé GERBAUX 53 grande rue 51520 Sarry  
Patrick THIEBAULT 61 grande rue 51520 Sarry  
Stéphane DOMMANGE grande rue 51520 Sarry  
Sylvain GALLOIS 2 rue du Moulin 51520 Sarry

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'unanimité quant aux propositions ci-dessus et autorise le Maire à signer les différents documents à intervenir à ces propositions.

\* \* \* \* \*

**Date de convocation**  
12/10/2021

**Date d'affichage**  
12/10/2021

**Nombre de conseillers :** 19  
**Présents :** 15  
**Votants :** 18

**N° 2021\_10\_02**

**OBJET :**

**Contrat  
d'assurance des  
risques statutaires  
- Convention de  
gestion avec le  
Centre de Gestion  
de la Marne**

----

**Pour :** 18  
**Contre :** -  
**Abstention :** -

**Le Maire rappelle** que comme l'y autorise l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique territoriale et son décret d'application n°86-552 du 14 mars 1986, les centres de gestion peuvent souscrire une assurance statutaire pour le compte des collectivités et établissement du département.

**Le Maire expose** que le Centre de Gestion a communiqué à l'établissement :

- les résultats le concernant l'application :
  - d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à 0,40% de la masse salariale assurée au titre du contrat CNRACL
  - d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à 0,15% de la masse salariale assurée au titre du contrat IRCANTEC.

Cette cotisation additionnelle permet de financer les actions et tâches que prend en charge le Centre de Gestion de la Marne en lieu et place de l'assureur et de son courtier. Les missions réalisées par le Centre de Gestion seront formalisées par la signature d'une convention de gestion.

Ces actions consistent :

- A gérer au quotidien l'ensemble des déclarations de sinistres transmises par la collectivité via le logiciel mis à disposition par l'assureur. Assurer et suivre le remboursement de l'assureur auprès de la collectivité.
- Vérifier la déclaration des bases de l'assurance à fréquence annuelle
- Suivre les processus d'adhésion et de résiliation du ou des contrats de la collectivité.
- Répondre à toutes les questions relatives à la gestion et au conseil statutaire lié aux indisponibilités des agents de la collectivité (absences de toutes natures : Maladie Ordinaire (MO), Congé de longue maladie/longue durée (CLM/CLD), Accident du Travail / Maladie Professionnelle (AT/MP), Maternité (MAT), Décès (DC).)

- Accompagner la collectivité dans la gestion et le pilotage de l'absentéisme des agents par l'intermédiaire de retours statistiques, d'alertes et le cas échéant de comités locaux ou départementaux de pilotage.
- Activer et assurer le suivi des services annexes liés au retour ou au maintien dans l'emploi : soutien psychologique, étude ergonomique des postes de travail, contre-visite et expertise médicale, ainsi que toute autre action s'inscrivant dans l'optique d'un retour ou maintien dans l'emploi de l'agent.
- Assurer le suivi des demandes de recours gracieux avec l'assureur et/ou son courtier dans le cadre de retards de déclaration, retards de transmission des pièces justificatives.
- Assurer la remontée des informations liées au recours contre tiers responsable de manière à diminuer le reste à charge pour l'assureur et ainsi maintenir des taux de cotisations optimisés pour la collectivité.
- Assurer toute autre mission visant la couverture des risques assurés et le bon déroulement des relations contractuelles avec l'assureur et son courtier.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

**DECIDE**

D'accepter la proposition suivante :

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2022).

Taux garantis pendant 2 ans

**I. Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) immatriculés à la C.N.R.A.C.L.**

Oui

Non-

- Risques garantis : Décès / Accidents de service et maladies imputables au service (y compris temps partiel thérapeutique) / Longue maladie et longue durée (y compris temps partiel thérapeutique) / Maternité, Paternité et Adoption / Incapacité (Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité temporaire)
- Conditions tarifaires (hors option): 5.02 % (hors frais de gestion) avec une franchise de 15 jours par arrêt en Maladie Ordinaire et risques professionnels. Aucune franchise sur les autres risques.

**II. Agents Titulaires ou Stagiaires (moins de 28 heures de travail par semaine) et des Agents Non-Titulaires affiliés au régime général et à l'IRCANTEC.**

Oui

Non

•Risques garantis : Accident de service / maladie professionnelle, Maladies Graves, Maternité, Paternité, Adoption, maladie ordinaire.

•Conditions tarifaires de base (hors option): 1.35 % avec 15 jours de franchise sur la maladie ordinaire. Aucune franchise sur les autres risques.

L'assemblée délibérante autorise le Maire à :

- Opter pour la couverture des agents CNRACL,
- Choisir les options (prise en charge totale ou partielle des charges patronales, primes et indemnités, Supplément Familial de Traitement, Indemnité de Résidence).
- Signer tout document contractuel résultant de la proposition du Centre de Gestion : proposition d'assurance, certificats d'assurance (contrats) et convention de gestion intégrant la cotisation additionnelle annuelle de 0,40 % de la masse salariale assurée au titre du contrat CNRACL.
- Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, émet un avis favorable à l'unanimité et autorise le Maire à signer l'ensemble des pièces se rapportant au dossier.

**CONVENTION DE GESTION DES CONTRATS D'ASSURANCE  
GARANTISSANT LA COLLECTIVITE  
CONTRE LES RISQUES STATUTAIRES**

**Entre**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Marne

Représenté par son Président, habilité par délibération du Conseil d'Administration,

Ci-après dénommé le CDG,

**Et**

La Collectivité

Représentée par M

habilité par délibération en date du

Ci-après désignée la Collectivité,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 - Objet et champ d'application de la convention :**

Dans le cadre de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, la présente convention définit les conditions selon lesquelles s'établissent et s'organisent entre la Collectivité et le CDG les relations relatives à l'assurance des obligations statutaires de la Collectivité concernant son personnel.

La Collectivité confie au CDG la gestion des contrats d'assurance garantissant les risques statutaires souscrits par ce dernier auprès de CNP ASSURANCES/ SOFAXIS et auxquels elle adhère.

La présente convention couvre les domaines suivants :

- Contrôle et validation des états annuels déclaratifs de prime
- Contrôle des dossiers de sinistres et traitement des demandes de prestations
- suivi et à l'analyse de l'absentéisme
- présentation des possibilités d'accompagnement à l'amélioration des conditions de travail
- conseil statutaire dans le cadre de la gestion de sinistres
- mise en œuvre des services annexes prévus dans le cadre de l'adhésion de la collectivité

**Article 2 – Modalités d'exécution de la mission :**

Le CDG exécute sa mission conformément aux dispositions de la présente convention et des conditions générales et particulières du (des) contrat(s) d'assurance statutaire souscrits par le Centre de Gestion, auxquels adhère la Collectivité.

Le CDG définit l'organisation et les moyens propres à l'accomplissement de sa mission. Il bénéficie des moyens qui sont mis à sa disposition par l'assureur, notamment dans le domaine de la formation de ses agents et dans celui du traitement des dossiers de sinistres.

La Collectivité s'engage à déclarer l'ensemble des sinistres pour lesquels elle est assurée sur l'application « déclaration de l'absentéisme » disponible via CNP STATUAL. Chaque gestionnaire se connectera à cette application avec un code d'accès personnalisé.

### **Article 3 – Modification dans l'exécution du contrat :**

Le CDG prend toutes les dispositions pour faire face aux modifications qui seraient consécutives à un texte législatif, réglementaire ou contractuel ou du fait de l'assureur.

### **Article 4 – Contrôle des conditions d'application de la convention :**

La Collectivité se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur place et sur pièces afin de vérifier l'exécution des procédures et actions déléguées. Le CDG s'engage à fournir à la Collectivité les documents utiles à la réalisation des contrôles. Après chaque contrôle, la Collectivité communique par écrit au CDG ses observations et ses consignes. Le CDG met ensuite en œuvre toutes les dispositions pour tenir compte des consignes de la Collectivité.

## **DISPOSITIFS PRATIQUES**

### **Article 5 – Gestion des populations assurées**

La Collectivité s'engage à tenir à jour, au moyen de l'application « déclaration de l'absentéisme » via CNP STATUAL, l'ensemble des données relatives aux personnels couverts par les contrats.

### **Article 6 – Gestion des primes**

A partir du 15 décembre de l'année N, la collectivité saisit sur STATUAL dans la rubrique « base de l'assurance » les éléments suivants :

- Le traitement brut indiciaire de l'exercice écoulé
- Les options souscrites
- L'état des agents CNRACL

Le CDG procède à la vérification des éléments saisis par repérage des écarts constatés par rapport à l'année précédente le cas échéant.

Il valide la saisie de la collectivité sur l'outil dédié. La Collectivité procède au règlement de la prime à CNP Assurances dans les délais prescrits par l'assureur.

Conformément au mandat de prélèvement signé par la Collectivité avec le comptable public et le courtier pour le compte de CNP Assurances, le règlement des cotisations d'assurance s'effectuera par mandat SEPA sur le compte Banque de France indiqué par le comptable de la Collectivité. Dans l'hypothèse d'un refus de signature du mandat, les cotisations d'assurances devront être réglées par virement.

### **Article 7 – Gestion des sinistres :**

La collectivité s'engage à déclarer chaque sinistre conformément aux instructions prévues dans les contrats et les conventions de prestations annexes établis par CNP Assurances

A cet effet, la Collectivité doit effectuer la saisie de ses sinistres sur « déclaration de l'absentéisme » via CNP STATUAL, dans le respect des délais contractuels, en intégrant l'ensemble des pièces justificatives demandées. La Collectivité s'engage à compléter tout dossier déclaré incomplet par le système, faute de quoi l'indemnisation du sinistre ne pourra avoir lieu.

La conservation et l'archivage des dossiers de sinistres validés et indemnisés relèveront de la responsabilité de l'assureur.

Dans le cadre de la gestion de sinistres, le CDG réalise une mission de conseil statutaire à la Collectivité

## **Article 8 – Mise en œuvre des services :**

Le CDG met en œuvre au bénéfice de la Collectivité en liaison avec CNP Assurances et SOFAXIS les services annexés au(x) contrat(s) d'assurance au(x)quel(s) adhère la Collectivité. Ceux-ci concernent en tout ou partie :

- Le règlement des frais de soins de santé aux prestataires médicaux
- Le règlement des capitaux décès
- L'édition des statistiques de sinistralité
- La tenue des contrôles médicaux et des expertises médicales
- Les recours contre tiers responsable en cas d'accident d'un agent

Cette mise en œuvre s'effectue conformément aux instructions prévues dans les contrats et les conventions de prestations annexes établis par CNP Assurances.

## **Article 9 – mission d'assistance à la maîtrise de l'absentéisme**

Dans le cadre de la présente convention et en fonction des garanties souscrites au contrat, le CDG mobilise, à la demande de la Collectivité, le cas échéant en lien avec les services du courtier, un ensemble de prestations et de conseil individualisé en santé et sécurité au travail, pour prévenir et enrayer l'absentéisme des agents de la Collectivité :

- La mise à disposition d'outils d'évaluation des risques professionnels et de diagnostic santé sécurité et la possibilité d'un accompagnement du CDG pour l'élaboration et la mise en œuvre du programme annuel ou pluriannuel de prévention de la Collectivité
- La mise en place de programmes de prévention de l'usure professionnelle en direction de personnels particulièrement exposés, comprenant analyse ergonomique de l'activité et préconisation d'actions préventives et correctives
- Un appui dans les actions de reclassement et d'aménagement de poste décidées par la Collectivité.
- Des programmes d'aide au maintien dans l'emploi : soutien psychologique individuel, groupe de parole, médiations dans le cadre de conflits interpersonnels, accompagnement des cadres...
- Des outils d'évaluation de la qualité de vie au travail au sein de la collectivité
- Des propositions de formations sur diverses thématiques en lien avec la prévention et la gestion de l'absentéisme

Pour assurer la complétude des informations nécessaires à la mise en œuvre des prestations listées ci-dessus, la collectivité s'engage à transmettre au service prévention du Centre de Gestion, l'ensemble des déclarations d'accident de service ou maladie professionnelle.

## **DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **Article 10 – Règlement des frais de gestion**

La Collectivité procède auprès de l'assureur, au règlement de sa prime dans les délais prescrits par le contrat d'assurance

Au titre des missions précédemment décrites, la Collectivité verse au CDG des frais de gestion par le biais d'une cotisation additionnelle.

Cette cotisation assise sur la base de cotisation provisionnelle de l'assureur est fixée à :

- **0,40%** de la masse salariale assurée au titre du contrat CNRACL
- **0,15%** de la masse salariale assurée au titre du contrat IRCANTEC

A contrario de la cotisation « assureur », ces frais de gestion feront l'objet d'un seul appel par an non réajusté. Dans le seul cas d'une résiliation rétroactive du contrat de la collectivité en raison de l'absence d'effectif constaté au cours ou en fin d'année, le montant de la cotisation sera proratisé ou à défaut intégralement remboursé.

Un montant minimum de 5€ sera appelé dès lors que le montant de la cotisation calculé initialement est inférieur à cette somme.

Les taux applicables aux frais de gestion sont fixes les 2 premières années du contrat, et seront révisables les 2 années suivantes par délibération du Conseil d'Administration du Centre de gestion

#### **Article 11 - Prise d'effet et durée de la convention**

La présente convention prend effet le ...../...../..... et cessera au 31 décembre 2025, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 6 mois avant la fin de l'exercice d'assurance.

Elle prend automatiquement fin en cas de résiliation des contrats visés à l'article 1.

La dénonciation ne donne droit à aucune indemnisation. En cas de résiliation de la convention, CNP Assurances demeure propriétaire des pièces et documents ayant fait l'objet d'une indemnisation.

#### **Article 12: difficultés d'application et litiges**

Toute difficulté d'application de la présente convention fera l'objet d'une rencontre entre le CDG et un responsable de la structure cosignataire afin d'essayer de trouver un accord.

Tous litiges pouvant résulter de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne.

Etablie en deux exemplaires entre les soussignés.

Fait à

Fait à CHALONS EN CHAMPAGNE

Le

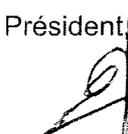
Le

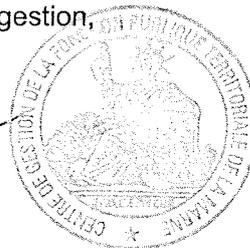
Pour la Collectivité,

Pour le Centre de gestion,

Le Maire/Le Président,

Le Président

  
Patrice VALENTIN  
Maire d'Esternay  
Conseiller régional  
Délégué Régional CNFPT



**Date de convocation**

12/10/2021

Le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de procéder aux virements de crédits de fonctionnement ci-dessous :

**Date d'affichage**

12/10/2021

**Nombre de conseillers :**

19

Présents : 15

Votants : 18

|                                 |         |
|---------------------------------|---------|
| DF - Chap. 22 - D022            | -6000 € |
| DEPENSES IMPREVUES              |         |
| DF - Chap. 65 - Article 6531    | +6000 € |
| Autres charges gestion courante |         |

N° 2021\_10\_03

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable à l'unanimité quant aux virements de crédits ci-dessus.

**OBJET :**

Décision  
Modificative au  
Budget Communal

----

Pour : 18

Contre : -

Abstention : -

**Date de convocation**  
12/10/2021

**Date d'affichage**  
12/10/2021

**Nombre de conseillers :**  
19

**Présents :** 15

**Votants :** 18

**N° 2021\_10\_04**

**OBJET :**

**Commission  
d'Evaluation des  
Charges  
transférées  
(CLECT)**

----

**Pour :** -  
**Contre :** 18  
**Abstention :** -

Le Maire présente le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et des attributions de compensation 2021, établis par la CAC et indique que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées s'est réunie le 16 septembre dernier pour arrêter les montants définitifs des attributions de compensation pour 2021.

Dans ce cadre, elle a acté la méthode de calcul des AC sur les transferts de compétences eaux pluviales:

Son rapport doit être soumis à l'approbation de l'ensemble des conseils municipaux des 46 communes membres. Conformément au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux avant la délibération proposée au conseil communautaire qui arrêtera les attributions de compensation définitives pour 2021

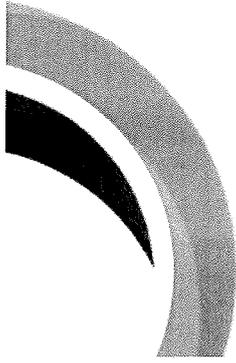
En ce qui concerne la Commune de SARRY, le montant des attributions de compensation définitives 2021 est arrêté au montant de **105 530 €**.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,  
VU le rapport de la CLECT en date du 16/09/2021,

**DÉCIDE de ne pas adopter** le rapport de la CLECT 2021, joint en annexe, qui évalue le montant des charges transférées et arrête le montant définitif des attributions de compensation 2021 pour la Commune de Sarry à la somme de **105 530 €**, celui-ci n'étant pas suffisamment précis quant aux linéaires et modalités de calculs appliqués.

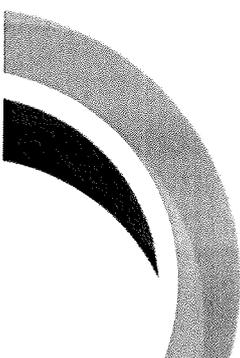
DIT que cette décision sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération sous 3 mois.



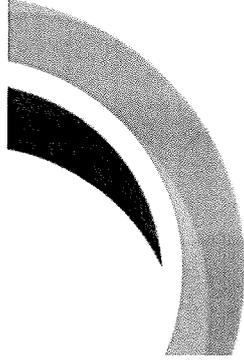
# **RAPPORT DE LA CLECT 2021**

**Présentation des évaluations des charges transférées  
et vote des attributions de compensation définitives**

Réunion du 16 septembre 2021



**Avant-propos**  
**Rappel du rôle de la CLECT**



La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est chargée, conformément à l'article 1609 nonies C, IV du Code Général des Impôts, d'évaluer les charges qui sont transférées à l'EPCI dans le cadre d'un transfert de compétences, ou celles qui sont transférées aux communes membres à la suite d'une restitution de compétences.

La Commission n'a pas pour rôle de calculer les attributions de compensation (AC) correspondantes, mais elle peut les chiffrer afin d'éclairer l'organe délibérant de l'EPCI.

Ainsi, le rapport de la CLECT évaluera les charges transférées ou restituées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, mais calculera aussi, à toutes fins utiles, les AC correspondantes pour chacune des communes concernées.

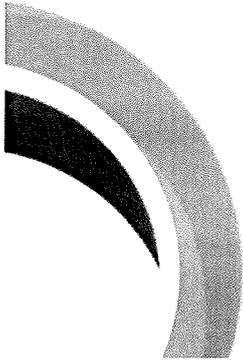


## **Partie 1**

**Rappel des AC perçues ou reversées antérieurement au  
1<sup>er</sup> janvier 2021 par les 46 communes membres**

**Ces AC votées fin 2020 servent de base aux AC  
provisoires versées en 2021 jusqu'au vote des AC  
définitives par le Conseil Communautaire en fin  
d'année**

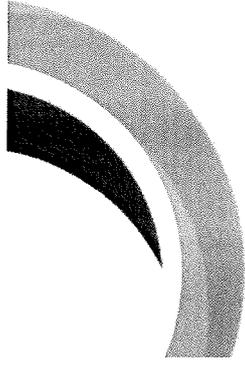
| Commune                  | AC 2020 définitives                     |   |
|--------------------------|---|---|
|                          | AC positives<br>(versées par<br>la CAC) | AC<br>négatives<br>(versées par<br>les<br>communes) |
| AIGNY                    | 11 159                                  | 21 185  |
| AULNAY SUR MARNE         |   |   |
| BACONNES                 | 28 469                                  |   |
| BOJY                     | 11 226                                  |   |
| BUSSY LETTREE            | 15 970                                  |   |
| CHALONS EN CHAMPAGNE     | 3 226 467                               |   |
| CHAMPIGNEUL CHAMPAGNE    | 30 282                                  |   |
| CHENIERS                 | 27 244                                  |   |
| CHERVILLE                |   | 4 320   |
| COMPERTRIX               |   | 62 535  |
| CONDE SUR MARNE          |   | 45 041  |
| COOLUS                   | 55 005                                  |   |
| DAMPIERRE AU TEMPLE      |   | 30 318  |
| DOMMARTIN LETTREE        | 60 322                                  |   |
| FAGNIERES                | 129 843                                 |   |
| HAUSSIMONT               | 215 246                                 |   |
| ISSE                     |   | 3 362   |
| JALONS                   | 38 157                                  |   |
| JUVIGNY                  |   | 65 810  |
| LA VEUVE                 | 445 465                                 |   |
| LENHARREE                | 46 840                                  |   |
| L'EPINE                  | 29 075                                  |   |
| LES GRANDES LOGES        | 108 215                                 |   |
| LIVRY LOUVERCY           |   | 20 620  |
| MATOUQUES                |   | 1 070   |
| MONGETZ LONGEVAS         | 74 637                                  |   |
| MONTEPREUX               | 37 578                                  |   |
| MOURMELON LE GRAND       |   | 565 167   |
| MOURMELON LE PETIT       | 4 419                                   |   |
| RECY                     | 119 472                                 |   |
| SAINTEtienne AU TEMPLE   | 17 344                                  |   |
| SAINTE GIBRIEN           | 1 709                                   |   |
| SAINTE HILAIRE AU TEMPLE |   | 61 536  |
| SAINTE MARTIN SUR LE PRE | 1 101 446                               |   |
| SAINTE MEMMIE            |   | 142 099   |
| SAINTE PIERRE            | 21 748                                  |   |
| SARRY                    |   | 96 679  |
| SOMMESOUS                | 173 021                                 |   |
| SOUDE                    | 20 691                                  |   |
| SOUDRON                  | 59 638                                  |   |
| THIBIE                   | 119 513                                 |   |
| VADENAY                  | 17 348                                  |   |
| VASSIMONT ET CHAPELAINE  | 57 571                                  |   |
| VATRY                    | 35 337                                  |   |
| VILLERS LE CHATEAU       | 52 674                                  |   |
| VRAUX                    |   | 24 496  |



## **Partie 2**

**Attributions de compensation liées aux compétences  
et aux charges transférées à compter de 2021**



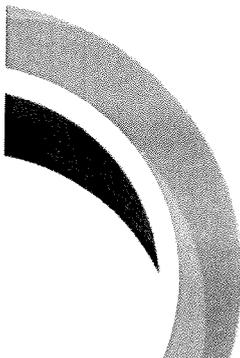


Conformément aux lois qui sont succédées depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite "loi NOTRe", et en particulier au regard des dispositions de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, dite « loi Ferrand-Fesneau », **l'exercice de la compétence de gestion des eaux pluviales urbaines a été transféré aux communautés d'agglomération au 1er janvier 2020.**

La compétence de gestion des eaux pluviales urbaines est définie à l'article L. 2226-1 du CGCT, comme la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales des aires urbaines.

**La Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne est dès lors compétente pour la gestion des eaux pluviales urbaines depuis le 1er janvier 2020. Il a été opéré à cette date, un transfert de compétence entre les communes membres de la communauté d'agglomération et celle-ci.**

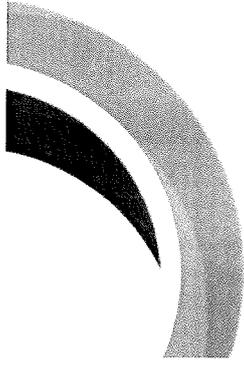




Il convient de relever que la **3<sup>ème</sup> Loi de Finances Rectificative pour 2020** comprend un article prévoyant un report de 12 mois pour l'échéance d'évaluation des charges transférées pour les compétences transférées au **1<sup>er</sup> janvier 2020**.

Initialement, l'article 1609 nonies C du CGI, prévoit que « La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées. ».

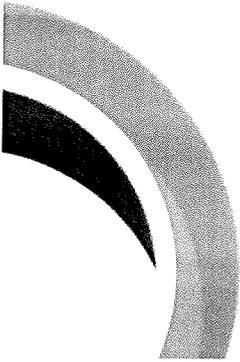
La **3<sup>ème</sup> Loi de Finances Rectificatives** introduit que « Par dérogation au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, **le délai prévu pour la transmission du rapport évaluant le coût net des charges transférées en 2020 est prolongé de douze mois.** ».



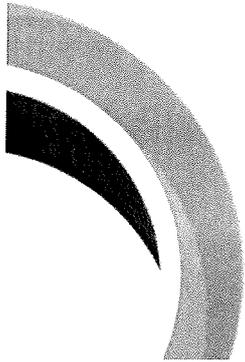
L'évaluation s'est basée sur la proposition de compromis intégrant le montant validé par la CLECT de 2015 pour les 14 communes historiques de l'Agglo (coût par ml de réseau) et le calcul par le bureau d'étude Espelia qui a effectué des estimations provisoires des charges réelles liées à la gestion des Eaux Pluviales Urbaines à partir d'un exercice de reconstitution correspondant à l'application de coûts unitaires sur les différents ouvrages constituant le patrimoine pluvial pour les autres communes,

Cette solution implique un régime dérogatoire, avec des délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres.

| Charges d'exploitation annuelles transférées |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  | TOTAL CLECT | montant CLECT 2015 |
|--|----------|-----------|-----------|---------|-------------------------|----------------------|------------------------|-------------|----------|--|-------------|--------------------|
| Canalisations                                | Bassins  | Exutoires | Puitsards | Vannes  | Techniques alternatives | Postes de relèvement | Ouvrages de traitement | Ouvrages NR | TRSFT    |  |             |                    |
| AIGNY  | 399 €    | 227 €     |           |         |                         |                      |                        |             | 626 €    |  | 626 €       |                    |
| AULNAY-SUR-MARNE                             | 578 €    |           | 247 €     | 260 €   |                         |                      | 206 €                  |             | 1 291 €  |  | 1 291 €     |                    |
| BACONNES                                     | 180 €    |           | 70 €      | 260 €   |                         |                      |                        |             | 510 €    |  | 510 €       |                    |
| BOUY   | 681 €    | 227 €     | 212 €     | 260 €   |                         |                      |                        |             | 2 007 €  |  | 2 007 €     |                    |
| BUSSY-LETTRE                                 | 707 €    |           | 317 €     | 390 €   |                         |                      |                        |             | 1 826 €  |  | 1 826 €     |                    |
| CHALONS-EN-CHAMPAGNE                         |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             | 73 506 €           |
| CHAMPIGNEL-CHAMPAGNE                         | 805 €    |           | 106 €     | 33 €    |                         |                      |                        |             | 944 €    |  | 944 €       |                    |
| CHEMERS                                      | 221 €    |           | 35 €      | 162 €   |                         |                      |                        |             | 418 €    |  | 418 €       |                    |
| CHEVILLE                                     | 219 €    |           | 70 €      |         |                         |                      |                        |             | 289 €    |  | 289 €       |                    |
| COMPERTIX                                    |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| CONDE-SUR-MARNE                              | 229 €    | 227 €     | 70 €      |         |                         |                      |                        |             | 1 026 €  |  | 1 026 €     |                    |
| COULUS                                       |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| DAMPIERRE-AU-TEMPLE                          | 569 €    |           | 141 €     | 237 €   |                         |                      |                        |             | 937 €    |  | 937 €       |                    |
| DOMMARTIN-LETTRE                             | 602 €    |           | 388 €     | 66 €    |                         |                      |                        |             | 1 056 €  |  | 1 056 €     |                    |
| FAGNIERES                                    |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| HAUSSIMONT                                   | 158 €    |           | 108 €     | 98 €    |                         |                      |                        |             | 520 €    |  | 520 €       |                    |
| ISSE   | 147 €    |           | 106 €     | 65 €    |                         |                      |                        |             | 780 €    |  | 780 €       |                    |
| JALONS                                       | 686 €    |           | 35 €      | 98 €    |                         |                      |                        |             | 1 098 €  |  | 1 098 €     |                    |
| JUVIGNY                                      | 1 091 €  |           | 599 €     |         |                         |                      |                        |             | 1 446 €  |  | 1 446 €     |                    |
| LA VEUVE                                     |          |           |           |         |                         |                      |                        |             | 1 690 €  |  | 1 690 €     |                    |
| LENHARREE                                    | 198 €    |           | 388 €     | 33 €    |                         |                      |                        |             | 250 €    |  | 250 €       |                    |
| L'EPINE                                      |          |           |           |         |                         |                      |                        |             | 1 506 €  |  | 1 506 €     |                    |
| LES GRANDES-LOGES                            |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| LMRY-LOUVERCY                                | 1 236 €  |           | 106 €     | 1 267 € |                         |                      |                        |             | 4 949 €  |  | 4 949 €     |                    |
| MATOGUES                                     | 448 €    | 681 €     |           | 33 €    |                         |                      |                        |             | 1 881 €  |  | 1 881 €     |                    |
| MOMCETZ-LONGEVAS                             |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| MONTEPREUX                                   | 90 €     |           |           | 162 €   |                         |                      |                        |             | 617 €    |  | 617 €       |                    |
| MOURMELON-LE-GRAND                           | 3 894 €  | 454 €     | 388 €     | 65 €    |                         |                      |                        |             | 5 418 €  |  | 5 418 €     |                    |
| MOURMELON-LE-PETIT                           | 1 150 €  |           | 247 €     |         |                         |                      |                        |             | 206 €    |  | 206 €       |                    |
| RECY   |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SAINT-ETIENNE-AU-TEMPLE                      |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SAINT-GIBRIEN                                |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SAINT-HILAIRE-AU-TEMPLE                      | 575 €    |           | 70 €      | 65 €    |                         |                      |                        |             | 710 €    |  | 710 €       |                    |
| SAINT-MARTIN-SUR-LE-PPRE                     |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SAINT-MEMME                                  |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SAINT-PIERRE                                 | 193 €    |           | 176 €     | 358 €   |                         |                      |                        |             | 727 €    |  | 727 €       |                    |
| SARRY  |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  |             |                    |
| SOMMESOUS                                    | 642 €    | 454 €     | 705 €     | 1 527 € |                         |                      |                        |             | 3 588 €  |  | 3 588 €     |                    |
| SOLDE  | 1 088 €  |           | 282 €     |         |                         |                      |                        |             | 1 782 €  |  | 1 782 €     |                    |
| SOUIRON                                      | 442 €    |           | 247 €     | 65 €    |                         |                      |                        |             | 412 €    |  | 412 €       |                    |
| THIBE  | 595 €    |           | 317 €     | 130 €   |                         |                      |                        |             | 1 014 €  |  | 1 014 €     |                    |
| VADENAY                                      | 625 €    |           | 106 €     | 227 €   |                         |                      |                        |             | 1 402 €  |  | 1 402 €     |                    |
| VASSIMONT-ET-CHAPELAINE                      | 109 €    |           | 70 €      | 65 €    |                         |                      |                        |             | 1 835 €  |  | 1 835 €     |                    |
| VAITRY                                       | 343 €    |           | 106 €     | 130 €   |                         |                      |                        |             | 504 €    |  | 504 €       |                    |
| VILLERS-LE-CHATEAU                           | 363 €    |           | 212 €     | 65 €    |                         |                      |                        |             | 579 €    |  | 579 €       |                    |
| VRAUX  | 862 €    | 454 €     | 35 €      |         |                         |                      |                        |             | 640 €    |  | 640 €       |                    |
| CAAC   | 20 725 € | 2 724 €   | 6 909 €   | 6 111 € |                         |                      | 3 087 €                | 5 460 €     | 48 778 € |  | 143 564 €   |                    |
| TOTAL CLECT 2021                             |          |           |           |         |                         |                      |                        |             |          |  | 192 342 €   |                    |



Compte tenu du manque de données disponibles sur les installations et équipements, il est recommandé de réaliser une nouvelle évaluation des charges transférées sur la base des résultats du schéma directeur qui aura lieu entre novembre 2021 et novembre 2023.



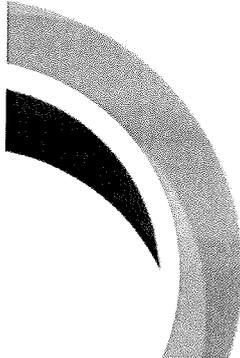
**Partie 4**

**Synthèse**

**Attributions de compensation 2021**

**définitives**





| Commune                  | Eaux pluviales | Solde après restit. Compét. 2021 | AC définitives 2021 |                        |
|--------------------------|----------------|----------------------------------|---------------------|------------------------|
|                          |                |                                  | Versement           | Reversem. des communes |
| AIGNY                    | -626           | -21 811                          |                     | 21 811                 |
| AULNAY SUR MARNE         | -1 291         | 9 868                            | 9 868               |                        |
| BACONNES                 | -510           | -28 979                          |                     | 28 979                 |
| BOUY                     | -2 007         | -13 233                          |                     | 13 233                 |
| BUSSY LETTREE            | -1 826         | 14 144                           | 14 144              |                        |
| CHALONS EN CHAMPAGNE     | -73 506        | 3 152 961                        | 3 152 961           |                        |
| CHAMPIGNEUL CHAMPAGNE    | -944           | 29 338                           | 29 338              |                        |
| CHENIERS                 | -418           | 26 826                           | 26 826              |                        |
| CHERVILLE                | -289           | -4 609                           |                     | 4 609                  |
| COMPERTRIX               | -5 197         | -67 732                          |                     | 67 732                 |
| CONDE SUR MARNE          | -1 026         | -46 067                          |                     | 46 067                 |
| COOLUS                   | -1 001         | 54 004                           | 54 004              |                        |
| DAMPIERRE AU TEMPLE      | -937           | -31 255                          |                     | 31 255                 |
| DOMMARTIN LETTREE        | -1 056         | 59 266                           | 59 266              |                        |
| FAGNIERES                | -13 352        | 116 491                          | 116 491             |                        |
| HAUSSIMONT               | -1 834         | 213 412                          | 213 412             |                        |
| ISSE                     | -1 098         | -4 460                           |                     | 4 460                  |
| JALONS                   | -1 446         | 36 711                           | 36 711              |                        |
| JUVIGNY                  | -1 690         | -67 500                          |                     | 67 500                 |
| LA VEUVE                 | -3 996         | 441 469                          | 441 469             |                        |
| LENHARREE                | -1 506         | 45 334                           | 45 334              |                        |
| L'EPINE                  | -2 724         | 26 351                           | 26 351              |                        |
| LES GRANDES LOGES        | -2 461         | 105 754                          | 105 754             |                        |
| LIVRY LOUVERCY           | -4 949         | -25 569                          |                     | 25 569                 |
| MATOUQUES                | -3 043         | -4 113                           |                     | 4 113                  |
| MONCETZ LONGEVAS         | -1 299         | 73 338                           | 73 338              |                        |
| MONTEPREUX               | -1 129         | 36 449                           | 36 449              |                        |
| MOURMELON LE GRAND       | -5 418         | -570 585                         |                     | 570 585                |
| MOURMELON LE PETIT       | -1 603         | 2 816                            | 2 816               |                        |
| RECY                     | -5 700         | 113 772                          | 113 772             |                        |
| SAINTE ETIENNE AU TEMPLE | -2 227         | 15 117                           | 15 117              |                        |
| SAINTE GIBRIEN           | -1 663         | 46                               |                     | -46                    |
| SAINTE HILAIRE AU TEMPLE | -710           | -62 246                          |                     | 62 246                 |
| SAINTE MARTIN SUR LE PRE | -8 238         | 1 093 208                        | 1 093 208           |                        |
| SAINTE MEMMIE            | -13 349        | -155 448                         |                     | 155 448                |
| SAINTE PIERRE            | -727           | 21 021                           | 21 021              |                        |
| SARRY                    | -8 851         | -105 530                         |                     | 105 530                |
| SOMMESOUS                | -3 588         | 169 433                          | 169 433             |                        |
| SOUDE                    | -1 782         | 18 909                           | 18 909              |                        |
| SOUDRON                  | -1 014         | 58 624                           | 58 624              |                        |
| THIBIE                   | -1 402         | 118 111                          | 118 111             |                        |
| VADENAY                  | -1 835         | 15 513                           | 15 513              |                        |
| VASSIMONT ET CHAPELAINE  | -504           | 57 067                           | 57 067              |                        |
| VATRY                    | -579           | 34 758                           | 34 758              |                        |
| VILLERS LE CHATEAU       | -640           | 52 034                           | 52 034              |                        |
| VRAUX                    | -1 351         | -25 847                          |                     | 25 847                 |